

Tunisie - STEG :

Pas d'augmentations des tarifs pour le moment, assure Kamel Bennaceur

• Par [Amel Belhadj Ali](#)



Contrairement aux bruits insistants qui ont couru ces derniers jours, le ministre de l'Industrie, l'Energie et des Mines a assuré qu'il n'y aura pas d'augmentations des tarifs d'électricité et de gaz. «La question ne se pose pas pour les prochains mois, ça sera fort probablement au nouveau gouvernement de décider de l'augmentation ou du maintien des tarifs actuels de l'électricité et du gaz», a expliqué Kamel Bennaceur.

- Le ministre de l'Industrie, l'Energie et des Mines a rappelé que l'on avait prévu ces hausses dans le cadre de la loi des finances complémentaire mais qu'elles ne sont plus à l'ordre du jour du fait de la baisse des prix du baril du pétrole. Ceci même si nous assistons à une progression notable du dollar US face au dinar tunisien. «Nous estimons possible une flambée des prix des barils du pétrole lors du deuxième trimestre de 2015 mais pas aujourd'hui, et rien de moins sûr au train où vont les choses à l'international. Nous avons fait nos prévisions sur la base de 90 \$ le baril, aujourd'hui nous pouvons l'acquérir au prix de 70 \$. Certaines personnes ont été jusqu'à nous demander de profiter de la baisse pour renforcer nos réserves et garantir la stabilisation des prix pour la période à venir. Non seulement, cette présumée solution ne résoudra pas le problème de nos besoins en hydrocarbures mais nous n'avons même pas des espaces de stockage pour y abriter un surplus. Nos courtiers sur les marchés internationaux nous l'ont aussi déconseillé car les espaces de stockage nous coûteraient autant sinon plus que ce que nous pourrions acheter en temps et heures».

La Tunisie doit sécuriser ses approvisionnements internes

Reste que la prospection dans le secteur des hydrocarbures devrait redémarrer, estime le ministre, car la Tunisie a besoin de sécuriser ses approvisionnements internes en énergie, ce qui n'est pas possible sans la validation des nouvelles licences de prospection par les représentants du peuple. Encore heureux que le gouvernement ait pu convaincre les constituants de l'importance du renouvellement des autorisations d'exploitation des opérateurs en exercice dans notre pays depuis des années.

La Tunisie, qui souffre depuis 4 ans du recul de ses productions en hydrocarbures, dû à l'instabilité sociale et aux mouvements contestataires de certains activistes de la société civile ainsi que du zèle, de l'ignorance et du populisme de nombre d'acteurs politiques, en l'occurrence les anciens constituants, doit relancer au plus tôt les prospections et les études pour développer de nouvelles exploitations desquelles pourraient profiter les enfants du pays. Car, contrairement à ce que l'on s'acharne à faire croire au Tunisien lambda, l'exploration et l'exploitation des richesses minières fossiles dans notre pays n'est pas donnée, elle est soumise à des conditions draconiennes et à chaque nouveau contrat signé avec un opérateur étranger, l'ETAP négocie de telle manière que l'Etat tunisien soit le plus avantage possible.

A Oum Larayes, 20 personnes empêchent 2.500 autres de travailler

Dans l'attente, nous avons de la peine à remettre la production du phosphate aux moyennes de l'avant 14 janvier, c'est-à-dire les 8 millions de tonnes de ce précieux minéral sollicité à forte échelle à l'international.

La production de la CPG est passée aujourd'hui de 2,5 millions de tonnes à plus de 4 millions de tonnes, c'est-à-dire 60% de plus par rapport à la moyenne de sa production pendant les trois dernières années. Cela reste insuffisant. «Nous avons une bonne entente avec les syndicats mais ce sont les conflits sociaux suscités pour n'importe quel prétexte qui ralentissent la production et le transport du phosphate. Tout est bon pour bloquer la production par des sit-ineurs, ou des manifestants, qu'il s'agisse des concours de recrutement, des projets dédiés à l'environnement dans la région où aucun arbre n'a été planté, ou encore des revendications systématiques d'embauche. Tenez, à Oum Larayes, 2.500 personnes sont empêchées de travailler à cause de tout juste une vingtaine de personnes. On nous demande d'envoyer l'armée pour imposer la suprématie de la loi. Notre armée a mieux à faire que de résoudre les problèmes sociaux. Nous estimons qu'il revient aux autorités locales en partenariat et en entente avec les populations sur place de résoudre le blocage des activités dans cette région minière».

Voilà où on est aujourd'hui, l'Etat tunisien qui ménage les uns et les autres et peine à sanctionner, par force de loi, les transgresseurs menaçant l'économie nationale et mettre fin à ces pratiques nocives pour la région et le pays.

La Tunisie perd son leadership dans le phosphate...

Dans l'attente, la Tunisie qui produit l'une des meilleures qualités de phosphate de par le monde perd son positionnement. Ses principaux clients sont aujourd'hui l'Inde et le Brésil; la Pologne s'approvisionne ailleurs, c'est un marché de perdu par perte de confiance dans le site Tunisie. Notre pays a aussi un concurrent de taille qui s'appelle "Arabie Saoudite" et qui produit beaucoup plus que le bassin minier de Gafsa. Avec un avantage: au Royaume Wahhabite, l'Etat est fort et impose la suprématie de la loi à ceux qui risquent de menacer sa sécurité économique et commerciale. Ce n'est pas le cas en Tunisie où des personnes, inconscientes ou intéressées, détruisent l'économie et sont protégées par certains syndicalistes, des politiciens populistes ou des droits-hommistes

qui se nourrissent des crises sociales pour se remplir les poches grâce à des lignes de financement internationales.

Quid des leaderships populistes...?

En Tunisie, une femme de ménage travaillant dans une entreprise privée au port de Skhira, soutenue par des gardiens, a stoppé net pendant 48 heures le transport des marchandises, essentiellement des produits pétroliers et chimiques, parce qu'elle a décidé qu'elle devait être recrutée par l'Administration publique. A cause de ce genre d'abus, soutenu ou ignoré par un leadership populiste, la Tunisie risque gros sur les plans socioéconomiques.

Espérons que le prochain gouvernement imposera la suprématie de la loi et matera ceux qui mettront en péril les hauts intérêts du pays. Le navire tunisien qui risque de chavirer à tout moment a besoin d'un bon capitaine, d'un homme de poigne et d'un gouvernement fort qui sauront le mener vers la rive du salut.

Nous reviendrons sur les priorités du nouveau gouvernement dans une interview avec le ministre de l'Industrie, de l'Energie et des Mines.